

Bilan 2012 – Perspectives 2013

Posté le : 31 décembre 2012 16:34 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Economie et politique

Pour juger d'une situation, il faut d'abord des critères. Nous-mêmes défendons sur ce blog (inlassablement, mais quitte à lasser !) trois thèses :

- La crise est née d'un défaut constamment aggravé du système monétaire international qui a conduit à la création de déficits et d'excédents monstrueux, et, finalement, d'un orage de dettes généralisées gonflées par le jeu des doubles pyramides de crédits.
- L'Euro a été déstabilisé par cet orage de dettes, qu'il n'a certes pas provoqué, et ne pouvait pas résister sans changer de mode de gestion. La gestion par la norme, avec une banque centrale ligotée par un seul objectif de niveau de prix interne et l'absence de toute politique de change faute des organes nécessaires, n'offrait pas le moyen de faire face à la tourmente sinon par une déflation dommageable.
- La France, à cause de son système fiscal outrancier, finançant sans limite des dépenses publiques elles-mêmes sans limites, était mal placée pour résister à la tourmente, qui en aggravant et même en exacerbant tous les défauts préalables risquaient de la faire sortir de l'histoire par la petite porte.

Notre solution, développée dès avant la crise, a toujours été articulée autour de trois axes :

- Mettre fin aux changes flottants et en revenir à des disciplines internationales interdisant les déficits et les excédents monstrueux, et permettant de revenir à un système coopératif orienté vers le plein emploi.
- Donner à la zone Euro un cadre permettant de diriger au quotidien une politique globale visant le plein emploi et la résorption des déséquilibres internes à la zone Euro. Les règles de la BCE nous paraissaient inadaptées et l'absence de tout pilote dans une cabine de pilotage elle-même inexistante, extrêmement dommageables.
- Faire sortir la France de sa névrose fiscale, en mettant l'accent sur la création de richesses et non sur la dépense publique débridée et associée à des impôts spoliateurs, revanchards et confiscatoires ainsi qu'à une dette constamment aggravée.

Le bilan que nous voulons tirer est nécessairement associé aux plus ou moindres grandes avancées dans ces trois domaines, avec toujours en arrière plan, la certitude que si rien n'est fait sur ces aspects stratégiques, la crise perdurera et provoquera un sinistre social désastreux.

Le premier constat à mettre en exergue est que la crise économique ne s'est pas calmée en 2012. La France a vu son chômage croître de près de 300.000 pour la catégorie A, portant le tout probablement à fin décembre au dessus de 3.200.000 chômeurs alors qu'avec les autres catégories on arrive à des chiffres stupéfiants, probablement autour de 4.500.000 ! Ce qui est une véritable folie et un déshonneur pour les dirigeants français. L'Europe est globalement en stagnation avec tout le sud en forte récession. Quant au reste du monde, l'année 2012 aura été particulièrement médiocre, notamment aux Etats-Unis qui n'ont pas connu une vraie reprise.

Or nous sommes en décembre 2012 soit 5 ans et demi après le déclenchement de la crise, fin juillet 2007 !

Il n'y a aucun signe de reprise en vue pour 2013 en France, ni en Europe. Pour le reste du monde, les perspectives restent anormalement faibles par rapport au trend habituel.

Une première conclusion est que les causes de la crise n'ayant pas été bien comprises, les solutions ont été partout inefficaces, aux Etats-Unis comme en Europe, pour ne pas parler de la France qui entre dans sa douzième année de régression du revenu par tête !

1. Sur le front de l'organisation monétaire internationale, on ne constate aucun progrès dans la compréhension des mécanismes qui ont conduit à la crise. Personne ne parle de supprimer les changes flottants et encore moins de revenir à des disciplines de coopération et de responsabilité.

Les rares progrès que l'on peut citer proviennent :

- de la prise de conscience que les politiques mercantilistes sont condamnables, se traduisant par des demandes de relance en Allemagne et en Chine, qui eux, ne parlent que compétitivité. Dialogue de sourds, mais néanmoins constat qu'il y a là des positions intenable.

- de l'incapacité des Etats-Unis de se reprendre sur les bases anciennes. Les politiques de QE ne fonctionnent pas. La relance par la dette n'est plus possible ni pour les individus ni pour l'Etat fédéral. La FED et le Trésor sont tous les deux « pat » comme on dit aux échecs.

- du quasi arrêt des relations financières internationales du fait de la rétractation de chaque système bancaire sur son pré carré, ce qui montre bien que l'ancien modèle ne peut plus fonctionner.

Ces petits signes sont-ils avant coureur d'une prise de conscience plus large et de mesures internationales concertées ? Tout montre le contraire. Si un début de reprise se produit à l'automne prochain, les vellétés de réformes constructives s'évanouiront.

2. Sur le Front Européen, l'abandon par la BCE de tous ses principes après les déclarations de son gouverneur à l'été 2012, a changé la donne psychologique. Les spéculateurs seront amenés à y réfléchir à deux fois à jouer contre l'Euro. Magie du verbe, le climat a totalement changé en quelques semaines, plus personne ne croyant à la dislocation de l'Euro par la spéculation sur les « spreads ».

En revanche le traité Européen a consacré une gestion de la crise par la déflation dans les pays en difficulté et notamment en France.

Il n'y a toujours pas d'organes de gestion de la zone Euro permettant une politique coordonnée de changes, d'émission monétaire, et de co-développement harmonisé.

La principale conséquence est le renforcement de la stagnation globale et de la récession dans les pays du sud. 2013 sera une année terrible pour l'emploi et la prospérité.

3. Sur le front français, l'élection d'un dirigeant socialiste haineux et d'une équipe incapable, a tout aggravé.

Le refus initial de faire réellement baisser la dépense publique et de redonner des moyens de compétitivité aux entreprises, associé à un langage de haine et des mesures fiscales coercitives et revanchardes contre les familles aisées, faisant de la spoliation fiscale une fête politique, a littéralement bloqué le pays.

Les entrepreneurs, les investisseurs, les consommateurs, tout le monde a été saisi d'une forme de sidération devant les excès de langage et le délire fiscal d'équipes socialistes en pleine exaltation de leur pouvoir de nuisance. Un « racisme social » hideux et officiel a gouverné la France.

L'arrêt immédiat de l'économie du pays qui en a résulté, a conduit le président Hollande à prendre

des mesures de sauvegarde des entreprises menacées de syncope fiscale immédiate. Mais le mal était fait. Des secteurs entiers de l'économie ont connu des pertes de chiffres d'affaires colossaux parfois jusqu'à 35 ou 40%. Le bâtiment est sinon à l'arrêt du moins en régression massive. Même la grande distribution alimentaire est fortement atteinte. Partout les plans sociaux se développent à toute allure.

Les socialistes ont cassé l'espoir de toute réussite en France et atteint les tréfonds de l'âme française. Désormais ce sont les jeunes qui partent et qui ne veulent plus rien avoir à faire avec un pays où un climat épouvantable s'est installé. Les ministres et le premier d'entre eux en particulier, n'ont pas hésité à insulter collectivement des citoyens fuyant leurs exactions fiscales. Mesures confiscatoires anticonstitutionnelles et insultes ad hominem, rassemblées et diffusées comme « éléments de langage », ne font pas une politique.

Le coup d'assommoir porté par le Conseil Constitutionnel à la politique du gouvernement Ayrault, qui a liquidé certains des dispositifs les plus haineux de la loi de finances votées par une majorité socialiste où un p'tit prof de maths du secondaire, un certain Eckert, a montré un zèle digne de la Corée du Nord, donne à F. Hollande le moyen de reprendre la main avant le désastre total.

Vivre enfermé avec des conseillers en communication et multiplier les opérations image pour tenter de faire remonter la défiance abyssale qui s'exprime dans les sondages, n'est probablement pas la meilleure solution. Le pays n'attend pas de lui qu'il se mette en blouse blanche pour pérorer sur l'emploi en visitant des entreprises comme il l'a fait à Rungis.

Mais qu'il respecte les Français et qu'il évite les dérives sectaires et les mesures haineuses que les dirigeants de sa majorité parlementaire ont multipliées.

Les résultats de 2013 pour la France dépendront largement de cette capacité de réorientation de la politique française vers plus de raison, moins de haine, moins de déflation et moins de chômage. **2012 a vu les prélèvements dépasser la valeur ajoutée des entreprises du secteur marchand.** L'étouffement du secteur marchand va encore aggraver ce phénomène en 2013. Voler les familles aisées n'aura qu'un temps. Il va bien falloir un peu gouverner. Les budgets sociaux s'enfoncent dans le rouge, l'âge de la retraite ne pourra pas rester là où il est, la durée de travail non plus, les dépenses publiques régionales et nationales non plus.

La France est désormais vulnérable à n'importe quel incident. L'équipe gouvernementale actuelle est totalement décrédibilisée. Le groupe parlementaire est trop souvent en rupture avec le gouvernement et joue la surenchère. Au Sénat, c'est le chaos dans la « majorité ». Le Président n'a exactement aucune autorité.

Si la conjoncture internationale connaît un des cahots dont elle est coutumière, et l'absence de toute réforme structurelle laisse la porte ouverte à de tels incidents, la France sera embarquée dans des traverses sinistres.

Alors, oui, M. Hollande, il faut changer d'orientation et que le changement soit maintenant !

Didier Dufau pour le Cercle des Economistes e-toile.